

Actualités

Aperçu rapide

259 Prévention et prise en compte de l'exposition aux agents chimiques dangereux

RAPPORT FRIMAT, JUILL. 2018

POINTS CLÉS ► Parallèlement à la remise du rapport Lecocq sur la santé au travail (*JCP S 2018, act. 258*), le professeur Paul Frimat, a remis son rapport sur l'exposition aux agents chimiques dangereux le 29 août 2018 à la ministre du Travail. ► Après un état des lieux, le rapport pointe du doigt une réglementation complexe, coûteuse et insuffisamment appliquée. ► Il comprend 23 propositions qui ont pour objectif essentiel de simplifier la réglementation et en même temps de renforcer les obligations de prévention et de traçabilité collective de l'employeur.



Camille-Frédéric PRADEL,
docteur en droit,
avocat au barreau de Paris



Perle PRADEL-BOUREUX,
docteur en droit,
avocat au barreau de Paris



Virgile PRADEL,
docteur en droit,
avocat au barreau de Paris

L'ORDONNANCE n° 2017-1389 du 22 septembre 2017 relative à la prévention et à la prise en compte des effets de l'exposition à certains facteurs de risques professionnels et au compte professionnel de prévention a supprimé l'obligation pour l'employeur de déclarer des expositions à quatre facteurs de risques (pénibilité) : postures pénibles, manutentions manuelles de charges, vibrations mécaniques, et agents chimiques dangereux. Ces quatre facteurs ont également été sortis du périmètre du compte personnel de prévention de la pénibilité (C3P), à cette occasion rebaptisé compte professionnel de prévention (C2P) (*JCP S 2017, 1315*).

Il a ainsi été mis un terme à tout un pan du suivi individuel des expositions aux agents chimiques dangereux (ACD). Les partenaires sociaux se sont émus de cette situation. La ministre du Travail et la ministre des Solidarités et de la Santé ont alors confié le 20 novembre 2017 à Paul Frimat, professeur des universités et praticien hospitalier de l'université de Lille, spécialiste de la santé au travail, une mission sur la prévention et la prise en compte de l'exposition aux agents chimiques dangereux.

Remis en juillet dernier à la ministre du Travail, le rapport a été mis en ligne le 29 août 2018 sur le site du ministère (https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_professeur_frimat.pdf).

Ce document de 47 pages intitulé « Mission relative à la prévention et à la prise en compte de l'exposition des travailleurs aux agents chimiques dangereux » offre dans un premier développement une synthèse du dispositif réglementaire. Si le rapport ne remet pas directement en cause la suppression de la traçabilité individuelle de l'exposition des salariés au facteur de risque « agents chimiques dangereux » du compte professionnel de prévention, sans doute pour répondre aux exigences de la feuille de route, un tel abandon de ce suivi individuel entrave nécessairement la démarche de prévention. Pour rétablir la protection des salariés, le professeur Frimat avance 23 propositions, portant sur cinq domaines : prévention et traçabilité de l'exposition des salariés aux risques chimiques (1), suivi médical (2), compensation (3), formation (4) et recherche concernant les risques chimiques (5). Parmi les vingt-trois propositions, nous relèverons ci-après celles qui sont susceptibles de modifier les obligations de l'entreprise.

1. Prévention de l'exposition des salariés aux risques chimiques et traçabilité de ces expositions

• Renforcer la liste des travaux interdits aux CDD ou aux CTT

Le Code du travail interdit de recourir à un salarié titulaire d'un contrat de travail à durée déterminée ou à un salarié temporaire pour l'exécution de travaux particulièrement dangereux figurant sur une liste établie par voie réglementaire. Sont ainsi actuellement visés les travaux exposant à certains agents chimiques dangereux (ACD) sauf si les travaux sont accomplis à l'intérieur d'appareils hermétiquement clos en marche normale ou si l'employeur bénéficie d'une dérogation du DIRECCTE.

La liste réglementaire des travaux interdits est fixée par l'article D. 4154-1 du Code du travail. Cette liste a été dernièrement modifiée par un décret n° 2018-438 du 4 juin 2018 relatif à la protection contre les rayonnements ionisants. Le rapport commenté estime toutefois que l'énumération reste « relativement ancienne » et « ne concerne pas l'ensemble des produits présentant des classes de danger justifiant des mesures d'interdiction et de dérogation ». Le rapport ne précise pas quels produits contenant des ACD pourraient être ajoutés à la liste. Les responsables RH et QHSE seront particulièrement attentifs à toute modification. Outre un risque pénal, le non-respect de ces dispositions implique nécessairement l'indemnisation du préjudice moral résultant de ce manquement (*Cass. soc.*, 3 oct. 2013, n° 12-20.760).

• Création d'un « dossier ACD » adressé aux services de santé au travail.

Pour chaque entreprise ou établissement, le médecin du travail ou, dans les services de santé au travail interentreprises, l'équipe pluridisciplinaire établit et met à jour une fiche d'entreprise ou d'établissement sur laquelle figurent notamment les risques professionnels et les effectifs de salariés qui y sont exposés.

Le rapport propose d'assurer désormais la communication des informations relatives aux agents chimiques dangereux (ACD) recueillies par l'employeur : identification des produits chimiques et de leurs dangers, groupe d'exposition homogène de salariés, notices de poste, équipements de protection. Ces informations, relève le professeur Frimat, doivent en principe déjà figurer dans le document unique d'évaluation des risques. Selon sa proposition, elles seraient adressées aux services de santé au travail pour être intégrées dans le dossier d'entreprise. Il s'agirait donc d'une nouvelle obligation documentaire pesant sur l'entreprise.

• Introduire dans le Code du travail des amendes administratives en cas de non-respect des obligations formelles en matière de risque chimique

La création de nouvelles amendes administratives prononcées par le DIRECCTE complète depuis 2016 le dispositif répressif à la disposition de l'inspection du travail (*Ord. n° 2016-413*, 7 avr. 2016. – *Circ. min. Justice*, 18 juill. 2016 : *BOMJ* n° 2016-07, 29 juill. 2016). Certaines de ces sanctions intéressent particulièrement le droit de la santé au travail. Des manquements sont ainsi listés à l'article L. 8115-1 du Code du travail, par exemple les manquements aux dispositions relatives aux durées maximales du travail, aux temps minimums de repos, aux installations sanitaires.

Ce dispositif est dissuasif. Le DIRECCTE peut prononcer une amende de 2 000 euros par travailleur concerné par le manquement, montant porté à 4 000 euros en cas de réitération dans un délai d'un an à compter du jour de la notification de l'amende relative à un précédent manquement (*Circ. 18 juill. 2016*, *NOR* : *JUSD1620181C*).

Le rapport Frimat propose d'ajouter à la liste des manquements l'absence d'évaluation du risque chimique, l'absence de transmission du dossier ACD, l'absence d'avis du CSE sur ce dossier et enfin l'absence d'établissement des notices de poste ACD.

• Étendre la procédure d'arrêt temporaire d'activité à certains ACD en cas de manquement grave

Toujours pour consolider les moyens de l'inspection du travail, le rapport envisage de renforcer les pouvoirs des agents de contrôle en cas de manquements graves à la prévention du risque ACD.

L'agent de contrôle de l'inspection du travail peut actuellement prendre toutes mesures utiles visant à soustraire immédiatement un travailleur qui ne s'est pas retiré d'une situation de danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé, notamment en prescrivant l'arrêt temporaire de la partie des travaux ou de l'activité en cause. Le risque amiante est ainsi visé à l'article L. 4731-1 du Code du travail mais pas les autres agents CMR. Pour obtenir l'arrêt d'une activité, l'inspection du travail doit recourir à une mise en demeure préalable. Tel est le cas par exemple en présence d'un risque lié à un agent chimique cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction (CMR), ou au dépassement d'une valeur limite d'exposition professionnelle (*C. trav.*, art. L. 4721-8 et L. 4732-1).

Le rapport propose d'étendre la procédure d'arrêt immédiat d'activité (celle de l'article L. 4731-1) en cas de manquement grave à des mesures essentielles de prévention du risque liés aux agents chimiques dangereux. Le rapport ne décrit toutefois pas précisément la nature exacte de ces manquements.

• Mettre en place une nouvelle ristourne (« bonus ») de cotisation AT MP, pour tenir compte de la démarche de prévention du risque chimique.

Le Code de la sécurité sociale prévoit déjà que les caisses régionales (Carsat, Cramif) ont la possibilité d'attribuer des ristournes (minoration) sur les taux de cotisation AT/MP pour tenir compte des mesures de prévention des risques liés aux accidents du travail et de trajet.

Le rapport préconise que la réglementation organise une ristourne spécifique pour les entreprises. Cette ristourne serait fonction de l'évaluation des risques chimiques et des démarches de prévention, notamment par l'élaboration d'un plan d'actions et la mise en place d'indicateurs pertinents.

On peut observer sur cette question une contradiction d'approches entre le rapport Frimat commenté et le rapport Lecocq sur la santé au travail, également publié le même jour sur le site du ministère (*Rapport Lecocq, Dupuis, Forest, juill. 2018* : *JCP S* 2018, act. 258). Le rapport Frimat, dans une approche régalienne, entend conserver la mise en œuvre de la tarification de la cotisation AT MP comme moyen d'assurer la prévention. Le coût AT MP, qui est fonction de la sinistralité, incite fortement l'entreprise à maîtriser le risque professionnel. Une étude de l'IRDES (Institut de recherche et documentation en économie de la santé) a d'ailleurs récemment constaté, à partir de l'analyse de la sinistralité de l'Alsace-Moselle, que la tarification AT MP individuelle contribue à fortement diminuer les accidents du travail (*IRDES*, n° 231, mars 2018).

Le rapport Lecocq propose en revanche que la tarification AT MP soit essentiellement déterminée non plus en fonction de la sinistralité de l'entreprise (tarification individuelle), mais selon le « risque spécifique de l'entreprise ». Le rapport Lecocq affirme ainsi que « certains considèrent qu'avec notre modèle de tarification, "les entreprises d'aujourd'hui payent les sinistres d'il y a 30 ans" et qu'il faudrait privilégier le système du bonus-malus, à effet plus immédiat, jugé beaucoup plus incitatif à la prévention ». La sinistralité liée à l'exposition à des agents cancérigènes, par exemple, survient par nature dans un délai long (le tableau n° 30